

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

21 AU 27 NOVEMBRE 1991

N° 846

10,00 F

ACTIONS, MANIFESTATIONS, REVENDICATIONS...

Le social blues

La Française défilent en bon ordre aux travers des rues de la capitale. Paysans, infirmières, dockers, flics, médecins... tous battent de la semelle le pavé parisien sans résultat notable. La France s'ennuie, rechigne, boude et grogne. Le gouvernement, en bon connaisseur, attend que l'orage se passe ; il sait que la Sociale n'est pas pour aujourd'hui. Ronchonnez travailleurs, agitez-vous syndicalistes - ou ce qu'il en demeure -, le plat conformisme social et politique semble encore avoir de beaux jours.

DIFFICILE de faire céder un gouvernement aussi rétif aux revendications des salariés. Que ce soit les assistantes sociales, infirmières, personnels de santé ou ouvriers chez Renault... mêmes conflits, mêmes problèmes et mêmes logiques patronales : rien donner ou presque !

Plus de 60 jours de grève pour les assistantes sociales, six semaines pour les personnels de santé et à chaque fois un scénario identique : un pouvoir qui joue l'essoufflement et la division.

En refusant de négocier pour les assistantes sociales, en tardant à intervenir chez Renault ou bien encore en tentant d'obtenir la soumission d'une ou de plusieurs organisations syndicales, le gouvernement arrive ainsi à ses fins.

Combien de temps faudra-t-il encore ? Combien de grévistes faudra-t-il dénombrer pour que cela cesse ?

Depuis plusieurs années, nous observons la multiplication de conflits catégoriels : personnels des finances, de la Santé, de la santé... Tous clament en vain des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. A chaque fois, ces mouvements s'organisent avec ou sans les syndicats (souvent sans eux !), mais ont une caractéristique commune : une force et une volonté que seule la durée, l'impossibilité d'une issue immédiate arrive à détruire.

Conflits « réformistes », diront certains. Impuissants donc à déstabiliser un pouvoir sûr de lui et de ses relais syndicaux et médiatiques. Certes, le débat est ouvert...

La réduction des revendications aux seuls domaines salariaux et statutaires (de type reconnaissance des qualifications) ne facilitent évidemment pas la prise de conscience politique au sens où l'entendent

les syndicalistes révolutionnaires. Mais, cela reste à vérifier. On peut avancer l'hypothèse que cette multiplication des grèves catégorielles est une manière comme un autre d'affirmer un mécontentement politique, il est vrai quelque peu limité à la fiche de paie - un mécontentement qui n'en demeure pas moins réel. En effet, l'absence d'alternative crédible au plan politique peut expliquer ce repli « revendicatif ». Car, il serait fort désagréable de prendre les acteurs sociaux pour des imbéciles, seulement capables de revendiquer quelques dizaines de francs supplémentaires pour arrondir les fins de mois. La difficulté est telle dans un contexte économique où domine une seule voie (et voir !), celle de l'économie de marché, qu'il paraît pour beaucoup de nos concitoyens impossible de « changer le monde », d'où ces grèves corporatives.

Une auto-limitation des revendications

Bien sûr, cette attitude n'est pas sans poser de problèmes aux acteurs sociaux. Cette auto-limitation des revendications ou ce corporatisme exacerbé cantonné dans le « toujours plus » mais pour ma profession, ma catégorie, se retrouve confronté à la logique du système, qui interdit justement tout débordement puisque basé sur le profit et une concurrence qui, pour cette dernière, ne peut se laisser dépasser par une concurrence autre imposée par le monde du travail sous la forme de revendications de salaires, par exemple. En d'autres termes, revendiquer constitue une impasse quand cela se limite à demander un meilleur salaire. Les mouvements de cet automne en sont un exemple frappant. Le pouvoir a beau jeu de répondre à la stupidité, voire, de son point de vue, à l'impossibilité de satisfaire les grévistes... tous les grévistes.

Attention, revendiquer un meilleur salaire est une impasse si, répétons-le, cette revendication se limite à une corporatisme et n'a pas d'ambition émancipatrice, c'est-à-dire poser, en même temps, la question sociale en ces termes : quel travail ? Quel salaire ? Dans quelle société ?

A ce titre, l'actuel mouvement des personnels de santé montre bien à la fois les



Le travail : droit ou privilège ? © M. Gangne/AFP.

LUTTE ANTI-CARCERALE

« Vos prisons sont des brasiers de haine »

Le texte intégral de cette lettre a été publié dans le n° 26 de *Rebelles*, le bulletin de la Coordination des prisonniers en lutte (COPEL) comme appel à une journée d'action anti-carcérale, qui s'est déroulée le 19 octobre.

Il nous a semblé intéressant de reproduire dans nos colonnes cette « lettre ouverte d'un prisonnier de la maison d'arrêt de Fresnes à la Chancellerie », comme l'indique *Rebelles* dans sa présentation du document, qui met en lumière bien des iniquités, et laisse le débat ouvert sur l'avenir de la détention.

A l'heure où les politiciens s'auto-amnistient, où la police laisse les sommations au vestiaire, où la justice de classe affiche son plus profond mépris à l'égard de la morale et de la déontologie, où l'on évoque les « droits de l'homme » et le « droit international », une nouvelle forme d'arbitraire vient d'apparaître dans les prisons qui demeurent, avec leur cortège de haine, de misère et de désespoir : les feuilles corporelles des prisonniers de la maison d'arrêt pour femmes de Fleury-Mérogis.

Ces feuilles ont commencé de manière discriminatoire à l'égard de deux femmes,

pour lesquelles on a rétabli les tribunaux d'exception, soi-disant abolis, et aménagé un isolement de type quartier de sécurité renforcée (QSR), à l'intérieur même d'une détention prétendument « normale » au dire de l'Administration pénitentiaire. Ces deux femmes se nomment Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, et elles sont militantes du Comité de lutte des prisonnier(e)s d'Action directe. Parce qu'elles ont dignement refusé le viol de leur intimité, la sanction a été immédiate : rapport d'incident et en route vers le mitard.

La direction ne voulant pas donner tort à certaines surveillantes sadiques et per-

verses qui sévissent, en abusant de leur pouvoir, à la division 6E de la maison d'arrêt pour femmes, elle fit savoir par une note que désormais, il en serait ainsi pour toutes les détenues de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Ce sont ces faits qui nous amènent à vous écrire ce courrier.

La révolte inexorablement annoncée

A force de rogner nos droits acquis, à force de tabasser les détenus, comme à Lannemezan ou à Tarbes où vos cerbères fascistes du Syndicat national indépendant des personnels pénitentiaires (SNIPP) - d'obédience extrême droite - agissent en toute impunité, ou bien comme le lendemain d'une opération, en plein hôpital de Fresnes, où un détenu nommé Serge Dignon s'est fait copieusement frapper, à force d'instituer dans les prisons surpeuplées des provocations « matonales » qui entraînent automatiquement des rapports de violence entre les surveillant(e)s et les

(suite p. 3)

Les Scraps,
un groupe hardcore
engagé.

P. 8

T2137 - 846 - 10,00 F



(suite p. 6)

F°P. 2520

Ici et maintenant : du projet au programme

Pour une économie auto-centrée (III)

Voici la suite - et fin - de « Ici et maintenant : du projet au programme », axée autour d'une "économie auto-centrée", article que nous vous avions présenté dans le précédent numéro.

PEUT-ON se contenter d'affirmer, en se gargarisant, qu'un tel renversement prouve l'impossibilité d'une transformation sociale réformatrice ? Prenons garde que les problèmes auxquels se heurte alors le gouvernement Mauroy se poseraient avec bien plus de force à un mouvement de transformation libertaire. En effet, la redistribution étant bien plus massive, le risque inflationniste serait lui-même bien plus grand. Qui, d'autre part, pourrait jurer que le pouvoir d'achat ne se porterait pas, dans un tel contexte, sur des marchandises produites par les économies capitalistes « extérieures », provoquant un déséquilibre de la balance du commerce d'autant plus néfaste qu'il frapperait une économie en cours de réorganisation ? Et il nous faut, bien sûr, compter avec la peur consécutive au mouvement social lui-même - peur fort légitime, au demeurant, de la part des financiers et des gouvernements, mais qui risquerait d'entraîner un effondrement de la monnaie. Répétons une dernière fois que même récusés théoriquement et combattus pratiquement, à travers l'autoges-

tion, les ressorts et les effets des logiques capitalistes continuent bel et bien à jouer à l'échelle mondiale.

Protection et ouverture

Où se trouve la solution au problème que soulève ce constat, le premier d'une longue série qui devrait nous aider à formuler un programme ? Nous parlerons ici très clairement. Internationalistes de toujours, les libertaires se situent à cent lieues d'un douteux « idéal d'indépendance nationale ». Ils ont d'ailleurs à juste titre contesté, dans le passé, la thématique communiste de « produisons français ». Mais ils s'interdisent de mettre sur le même plan l'exigence de libre circulation des personnes et la logique de la circulation des marchandises et des capitaux au sein de l'actuelle économie mondiale capitaliste : ils n'ignorent pas, en effet, que la transnationalisation de l'économie et l'« éloignement » des « centres » de décision ont rendu bien plus délicate toute tentative de gestion durable des moyens de production et de distribution par les producteurs et les usagers eux-mêmes. En outre, prendre en compte la réalité des phénomènes de concurrence économique n'a rien d'hétérodoxe, pour des militants imprégnés de réflexion proudhonienne et qui, sachant que les économies des autres grands pays industriels ne sont aucunement sous le contrôle des salariés de ces pays, peuvent à bon droit voir dans la lutte contre une pénétration massive du

marché intérieur autogéré, une garantie d'existence dans la durée et la viabilité. Or, seules la durée et la viabilité de l'expérience permettront éventuellement d'en faire un « exemple », que s'approprieront dans leurs luttes les groupes dominés des autres pays.

D'où notre position numéro 1 : les anarchistes, tout en réaffirmant leur internationalisme, peuvent sans aucune contradiction poser la nécessité stratégique d'une large autonomie économique par rapport à des contraintes du marché mondial, comme condition de possibilité d'une expérience socialiste libertaire viable et durable.

Nous proposons-nous ici d'explorer une voie néo-protectionniste, avec toutes les nuances douteuses que semble comporter ce mot ? C'est loin d'être aussi simple. Pour une première raison, d'abord : il y a une grande hypocrisie à opposer l'actuelle politique de rigueur aux politiques protectionnistes, toute politique de rigueur étant fondamentalement protectionniste, dans la mesure où elle vise explicitement à empêcher le pouvoir d'achat des ménages de se porter sur des marchandises étrangères (1). L'austérité s'avère alors une politique protectionniste qui ne s'avoue pas vraiment comme telle, mais qui, sous le masque d'un faux pragmatisme, développe une logique extrêmement coûteuse pour les salariés. Seconde raison de notre hésitation à user du terme : il suggère un repli, alors même que l'auto-centrage doit permettre une réorganisation et un redéploiement autorisant, par la suite, une confrontation sur le marché international entre les marchandises produites par l'économie libertaire et les biens proposés par les économies demeurées capitalistes. C'est encore et toujours une stratégie de « ligne de crête » que nous nous proposons de suivre : toute économie réclamant une ouverture sur l'« extérieur », il s'agira d'évaluer les coûts et les avantages représentés par la « protection » des secteurs sensibles et en voie de réorganisation. Il ne s'agit évidemment pas de s'exposer inutilement à des mesures de rétorsion qui viendraient répondre, de la part des pays capitalistes, à la clôture, même partielle, de nos frontières aux marchandises qu'ils produisent. Et cela pour une raison politique : une société socialiste libertaire devra jouer avec la reconnaissance économique qu'implique, pour un pays capitaliste, le fait de commercer avec une société étrangère, même dotée d'une organisation radicalement différente de la sienne : la reconnaissance économique porte avec elle, à terme, la nécessité d'une reconnaissance politique. Or il est bien évident qu'en aucun cas une expérience libertaire, en Europe par exemple, ne devrait succomber à la tentation d'un

splendide isolement qui la condamnerait à mort.

D'où notre proposition numéro 2 : toute politique d'« auto-centrage » - autrement dit, d'autonomie de décision par rapport aux contraintes du marché mondial - doit se donner pour objectif l'ouverture et la confrontation marchande avec les économies capitalistes - même si elle passe, temporairement, par des mesures de « protection ». Il est souhaitable que seuls certains secteurs particulièrement exposés à la concurrence des pays capitalistes fassent l'objet d'une telle « protection », le temps nécessaire à leur réorganisation et à leur « redéploiement ».

Pour une économie « mixte » autogestionnaire

Dans la période 1981-1983, les gouvernements socialistes semblent avoir tenté d'obtenir, pour l'économie française, une plus grande autonomie : leur stratégie passait par la reconquête du marché intérieur, la maîtrise des filières productives, et l'entrée de la France dans le petit groupe des producteurs de matériel de pointe. Mais surtout, ils comptaient sur la nationalisation de cinq grands groupes industriels pour impulser cette conquête d'une nouvelle autonomie. Toute stratégie d'« auto-centrage », comme on le voit, appelle donc une définition, ou une redéfinition, de ce que l'on nomme le « secteur public », et du rôle qu'on lui destine. Or, l'économie politique libertaire présente l'avantage de déplacer radicalement la question de l'économie mixte, puisque, à l'opposition entre un secteur capitaliste d'Etat et un secteur capitaliste privé, elle entend substituer la complémentarité entre un secteur autogéré public, financé par le budget, et un secteur autogéré marchand et concurrentiel (2). C'est dire qu'en aucun cas la reconstruction d'un espace public - d'un secteur économique public notamment - , tâche associée à l'exigence d'« auto-centrage » ou d'autonomie économique, ne peut servir de justification à une relégitimation de ce que l'on nomme l'« Etat ».

On comprendra donc notre proposition numéro 3 : les anarchistes proposent d'associer en un programme cohérent, ou, si l'on préfère, d'articuler, d'une part l'« auto-centrage » progressif du développement économique, et, d'autre part, le rééquilibrage fédéraliste des ensembles locaux et régionaux (3). La stratégie visant à conquérir une autonomie de décision face aux contraintes du marché mondial, implique par ailleurs la complémentarité, et la collaboration, entre un secteur autogéré public, financé par le budget, et un secteur autogéré marchand et concurrentiel.

Enfin, parce qu'il sera indispensable de dégager à travers le commerce extérieur les bénéfices nécessaires au financement de la réorganisation anarchiste, à la relance et au développement de l'emploi, il importe de définir quels secteurs industriels et agricoles pourront au mieux jouer ce rôle « moteur », ce rôle d'entraînement, par leur « compétitivité » sur la scène

internationale. Comment orienter une telle définition, un tel choix - qu'on ne se permette pas d'édicter ici, autoritairement et sans étude préalable - ? Un critère s'impose à nous. Même condamnée à obtenir d'importants bénéfices à l'« extérieur » pour financer les conquêtes sociales dont elle est porteuse, l'économie libertaire ne pourra jamais - à quelque étape que ce soit - renforcer sa « compétitivité » en jouant la flexibilité à la baisse des coûts de production : un tel objectif, qui signifierait pratiquement l'acceptation, par les travailleurs, d'une baisse de leurs revenus, voire d'une dégradation des conditions de travail, serait en parfaite contradiction avec la logique anarchiste. S'ils veulent donner à leur « expérience » des garanties de solidité et de viabilité, les libertaires se voient donc condamnés, pour s'affirmer sur le marché mondial, à produire des marchandises de meilleure qualité que celles offertes par les économies capitalistes.

Ce que résume notre proposition numéro 4 : afin de donner les moyens financiers de sa logique spécifique, une économie libertaire devra développer la production et la vente de produits à forte valeur ajoutée ; elle visera à offrir des marchandises d'une qualité optimale. Seule, en effet, une meilleure qualité lui permettra d'obtenir légitimement les bénéfices que tant d'économies capitalistes obtiennent parce qu'elles peuvent proposer de très bas prix, consécutifs à la pression sur les salaires et à la dégradation des conditions de travail des salariés.

Les quatre propositions que nous venons de formuler ne nous paraissent légitimes, bien sûr, que dans la mesure où elles s'intègrent dans un dispositif plus large de transformation sociale radicale et autogérée : nous détaillerons les autres points forts d'un tel dispositif dans des articles ultérieurs.

Philippe Chailan
(groupe socialiste libertaire de Lille)

(1) Cf. notamment *Choisir l'audace*, Alain Lipietz, La Découverte, 1989.

(2) Pour une justification de la distinction entre ces deux secteurs, cf. « Pragmatisme et pluralisme : le projet anarchiste », *le Monde libertaire* n° 792, été 1990.

(3) Sur les formes que pourrait revêtir une structure politique et économique fédéraliste, cf. « Fédéralisme et fonctionnement des institutions dans une société libertaire », *le Monde libertaire* n° 793, septembre 1990.

(4) Sur les critères des mesures et des objectifs susceptibles d'être proposés par les anarchistes, cf. « Pour un programme économique anarchiste », *le Monde libertaire* n°s 828 et 829, mai 1991.

ERRATA

Dans la première partie de l'article de Philippe Chailan, « Ici et maintenant : du projet au programme. Pour une économie auto-centrée », deux erreurs se sont produites.

Dans le chapitre « Les coûts de la redistribution » (quatrième colonne), c'est uniquement les allocations familiales qui ont augmenté de 25 %. Ensuite, à la sixième ligne en partant du bas, un *mastic* nous a fait écrire « population industrielle » alors qu'il s'agissait de « production industrielle ».

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

« Vos prisons sont des brasiers de haine »

(suite de la « une »)

détenu(e)s, vous serez un jour confrontés à la légitime révolte des prisonnier(e)s conscients et responsables de leurs actes.

Vos prisons sont de véritables « usines à fabriquer des fauves », des brasiers de haine où des hommes n'acceptent plus la sanction incompatible avec la nature du délit. On peut se demander vers quels drames nous nous dirigeons si nous devons quotidiennement supporter l'irrespect de nos droits, l'atteinte à notre dignité, l'humiliation permanente et la répression. Je ne parle même pas des quartiers d'isolement qui sont la honte de votre fonction, dans lesquels vous emmenez des femmes et des hommes, qui s'y meuvent lentement, repliés sur eux-mêmes. Dans ces lieux clos comme des tombeaux et gardés comme des trésors, ils affrontent chaque jour la non-vie et la « torture blanche » que vous leur imposez sous des prétextes fallacieux, du genre : « mesure de précaution ou de sécurité », « troubles à l'ordre ou à la discipline dans l'établissement »...

Un appel à la lutte solidaire

Combien de larmes et de sang faudrait-il verser pour que, dans la plus totale indifférence des médecins complices des juges, on n'assassine plus de jeunes femmes dans nos prisons, comme récemment Corinne (NdIR : il s'agit de Corinne Hellis qui est morte, faute de soins, d'une crise d'asthme, le 12 septembre, à la maison d'arrêt de Nancy, où elle était détenue pour une affaire de chèques sans provision).

Nous, militants de la COPEL (intérieure) de Fresnes, nous, prisonnier(e)s conscient(e)s, nous entendons dénoncer publiquement ce maquignonnage en matière de fouilles corporelles et carcérales. Pour cela :

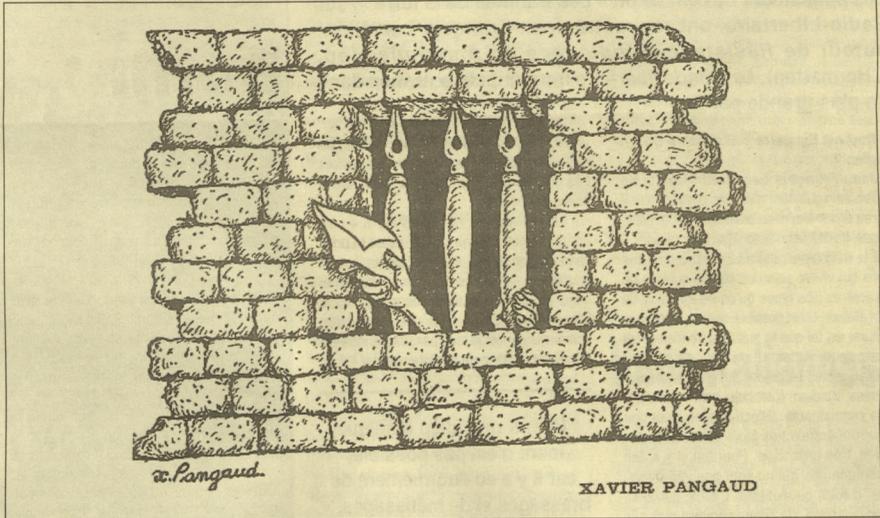
- cette lettre sera envoyée au Président de la République et à son gouvernement ;
- elle sera également adressée à Amnesty International et à la Cour européenne des droits de l'homme, qui apprécieront certainement que ces derniers soient bafoués dans le pays qui les insuffla au monde ;
- par solidarité avec les prisonniers de la MAF, je demande officiellement :

a) à tous les organismes et comités extérieurs qui soutiennent les prisonniers, de remettre une copie de ce courrier à tous les députés à l'Assemblée nationale, et aussi d'entreprendre les actions solidaires qu'ils jugeront utiles et efficaces ;

b) à tous les collectifs *intra muros* du territoire français, d'organiser la cessation du travail et de toutes les activités, professionnelles et culturelles, et le refus des deux repas de la journée qui sont distribués par l'Administration pénitentiaire ;

c) à toutes les prisonnières et à tous les prisonniers de France, de recopier et de signer cette même lettre, afin de l'envoyer aux autorités compétentes, et de participer aux actions de solidarité s'ils ne sont pas membres d'un collectif. Ils prouveront ainsi à l'Administration pénitentiaire qu'ils sont des prisonnier(e)s conscient(e)s d'une politique de gestion sociale et carcérale qu'il faut détruire ;

d) à toutes les familles, de rejoindre les comités extérieurs, afin de faire entendre plus fort la voix de notre mécontentement ;



X. Pangaud

XAVIER PANGAUD

e) à tous les journalistes honnêtes, en quête de vérité, de se faire l'écho de nos légitimes revendications : fermeture des quartiers d'isolement ; abolition du prétoire et du mitard ; suppression du statut de détenu à particulièrement surveiller (DPS) ; amnistie de tous les prisonniers poursuivis et condamnés pour actes de « rébellion » ou de « mutinerie » ; le SMIC pour tous les travailleurs en prison ; octroi automatique des grâces ; remises de peines ; libérations conditionnelles et permissions de sortie ; interdiction de l'incarcération des mineurs...

Levons-nous, tous ensemble, pour dénoncer l'arbitraire que nous vivons. Qu'avons-nous à perdre ? Avec les lourdes peines que l'on reçoit comme des coups de matraque derrière la tête, avec les quartiers d'isolement barbares et indignes d'une France qui se prétend la garante des « droits de l'homme » dans une Europe « nouvelle », avec ces nouvelles prisons où l'esclavage a été rétabli, vous laminez nos espoirs d'une possible réinsertion. Encore qu'avant de nous « réinsérer », il aurait fallu que nous soyons « insérés » dans cette société où l'Etat engraisse les riches et appauvrit les

pauvres... quand il ne fabrique pas lui-même ces pauvres.

J'encourage le mouvement de libération des femmes à nous soutenir à cette occasion car, dans le cas évoqué, il s'agit avant tout du viol de l'intimité des femmes. Nous demandons à la Chancellerie de faire cesser ce genre de fouilles humiliantes et dégradantes, mais également qu'elle se penche sérieusement sur ce plus grand pouvoir qui a été donné aux surveillant(e)s, car il est des formes d'arbitraire que nous n'accepterons plus (tabassages, humiliations, répression...). Pour une fois, j'espère qu'elle saura faire preuve d'humanité à l'égard des prisonnières de la MAF de Fleury-Mérogis.

Il faut que cela cesse

Nous demandons à la Chancellerie de prendre bonne note de nos présents propos, car si nos actions légitimes et légales ne servent qu'à renforcer l'arbitraire et les archaïsmes déjà établis, alors nous saurons, nous aussi, renforcer notre détermination à aller plus loin dans la lutte pour le respect de nos droits et de notre dignité.

Rien ne saurait nous arrêter, ni le mitard ni les tabassages en ses murs, ni la répression judiciaire ni même les quartiers d'isolement. Et ne parlons pas même de ces promesses de grâces, de libérations conditionnelles et d'autres foutaises qui servent l'individualisation encouragée par l'Administration pénitentiaire pour mieux nous diviser.

Nous demandons à la Chancellerie de ne plus tolérer ce genre d'abus de pouvoir en matière de détention, et de retirer de la circulation administrative ces notes archaïques qui nous poussent vers la révolte. Nous lui demandons de travailler à de véritables réformes carcérales, sans rogner sur ce que nous avons déjà acquis. Nous acceptons de subir notre peine, mais dans le respect de nos droits et de notre dignité. La prison ne doit être qu'une privation de liberté.

Nous espérons que vous saurez comprendre notre ras-le-bol des injustices carcérales, et que vous changerez cet état de fait.

Pierre Hernandez (militant de la COPEL (intérieure), avec les prisonniers de la maison d'arrêt de Fresnes) Fresnes, le 24 septembre 1991

Associations

LA PIERRE ET L'OLIVIER

Des écologistes ont constitué le maillon français du réseau européen de solidarité avec le peuple de Palestine, du nom de La Pierre et l'olivier.

Ils soutiennent des projets de développement pour échanger des pratiques alternatives ici et là-bas : coopératives ; boycott des produits israéliens, création d'une alternative économique sur des bases autogestionnaires. Un soutien qui s'adresse dès à présent à cinq coopératives, dont quatre dans la bande de Gaza et une en Cisjordanie. Pourquoi la Palestine ?

Le peuple de Palestine occupé met depuis des années en pratique un projet de société autonome fondé sur : le respect de la terre et de l'eau ; l'agriculture ancestrale agro-biologique ; le partage des responsabilités ; la participation de toute la population sans discrimination d'âge, de sexe, de confession ou d'opinion.

L'objectif de l'association est d'informer sur vingt-quatre ans d'occupation, de non-application de la IV^e Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des populations civiles en temps de guerre, du non-respect de la déclaration universelle des droits de l'homme. Pour adhérer ou se renseigner simple-

ment sur l'association, écrivez à **La Pierre et l'olivier, BP 147, 75623 Paris cedex 13.**

LES PEINTRES LIBERTAIRES

Dans le cadre de l'opération « Limoges embellie », en date du 18 octobre, **Les Peintres libertaires** limougeaux ont barbouillés de peinture blanche les panneaux Giraudy qui depuis quelques jours diffusaient trop de haine : à savoir l'ignoble message « *Le Pen vite !* ». Le fascisme ne passera pas par nous ! Pas de contact en la matière, chacun pouvant s'improviser peintre libertaire, suivant ses dispositions artistiques.

« NOIR & ROUGE »

Dans le but de susciter la collaboration de ses lecteurs, la revue *Noir et Rouge* d'automne 1991 aborde dans son dernier numéro (n° 22) les thèmes qu'elle compte développer au cours de l'année 1992 : bilan des années 80 (décembre 1991) ; travail, précarité, chômage (mars 1992) ; communication, société médiatique (juin 1992) ; économie de marché (septembre 1992).

Abonnement : 100 F (CCP 2011 25 F Limoges). Prix au numéro : 15 F. **Noir et Rouge c/o Des Libertaires Éditeur (DLE), 20, avenue Weber, 93500 Pantin.**

la Sociale
CUVÉE SPÉCIALE DU « MONDE LIBERTAIRE »
VIEILLE EN FÛTS DE CHÊNE

Appellation Minervois Contrôlée
1985

MISE EN BOUTEILLE PAR CELLIER LAURAN CABARET
11800 LAURE-MINERVOIS

12% VOL 75 cl

Céologues soutenez « le Monde libertaire » sans modération !

LA SOCIALE
cuvée spéciale du « Monde libertaire »
vieille en fûts de chêne
Appellation Minervois contrôlée
1985

Prix : 30 F la bouteille ;
le carton de 6 bouteilles : 180 F.
Aucune expédition est effectuée à partir de la librairie du Monde Libertaire. Renseignez-vous pour l'achat auprès du groupe le plus proche.

« 500 ANS DE RESISTANCE INDIENNE ET POPULAIRE »

L'Indien en question

Les animateurs de l'émission « Les Damnés de la terre », sur Radio-Libertaire, ont rencontré Jean-François Lecaillon, auteur de *Résistances indiennes en Amériques* (éd. L'Harmattan). *Le Monde libertaire* transcrit cet entretien dans sa plus grande partie.

Radio-Libertaire : *Qu'est-ce qu'un Indien ?*

Jean-François Lecaillon : Définir un indien ethniquement n'est pas possible, car il y a eu énormément de brassages et de métissages. La définition biologique est à récuser. Il y a la définition culturelle, c'est-à-dire des gens qui vivent selon un certain nombre de caractères très typés qu'on ne trouve nulle part ailleurs. C'est possible, mais le métissage culturel est tel que là aussi, la frontière n'est pas toujours évidente.

Deux autres définitions ont été ensuite proposées. L'Indien, c'est celui qui appartient à une communauté. Effectivement, c'est une structure sociale très facile à localiser, très typée, très organisée. Pourtant, il y a des communautés qui ne sont pas indiennes, mais créoles ou métisses. L'étape suivante, c'est la langue. Ce critère semblait plus sûr, sauf que des Indiens sont bilingues, d'autres ont perdu leur langue originelle et que des métis ou des Blancs, pour entrer en contact, ont appris des langues indiennes, leurs descendants devenant donc linguistiquement indiens.

Radio-Libertaire : *Ton livre classe les Indiens en plusieurs aires géographiques, car les résistances ont été aussi diverses que les oppresseurs.*

Jean-François Lecaillon : Ce livre est

une synthèse et en a les défauts, c'est-à-dire retenir les lignes directrices sur des choses très diversifiées. Cependant, on peut retenir trois grandes aires :

- l'Amérique du Nord, où il y a eu un contact entre des peuples indiens, pour beaucoup nomades, et des Anglo-saxons en majorité, marqués par la culture protestante, qui a voulu imposer sa philosophie, d'où la théorie de l'exclusion qui s'est manifestée soit par le génocide, soit par l'expulsion vers l'Ouest et finalement par la « réserve » ;

« Définir un Indien ethniquement n'est pas possible, car il y a eu énormément de brassages et de métissages. »

- en Amérique latine, nous avons affaire en général à des peuples indiens plus sédentaires. Ce sont les grandes civilisations agricoles de la Mésoamérique et des Andes, qui ont été en contact avec des peuples latins, catholiques, qui se sont manifestés par la volonté apostolique de la conversion à tout prix. Au-delà des guerres et des épidémies terrifiantes, on a plutôt assisté à un ethnocide ;



Patrouille de défense civile surveillant les incursions de l'armée guatémaltèque en pays tzutujil, à Santiago-Atitlan. © Xavier Merville.

- enfin, l'Amazonie qui est un territoire longtemps resté à part, avec des sociétés semi-nomades. Le drame y est actuel. C'est l'assassinat pur et simple de ces peuples mis souvent sur le compte des chercheurs d'or qui sont eux-mêmes victimes des Etats, car on leur donne des concessions.

Radio-Libertaire : *Combien sont-ils aujourd'hui ?*

Jean-François Lecaillon : C'est très difficile à chiffrer. Aux Etats-Unis, ils représentent 1% de la population. Au Guatemala, Pérou, Equateur, Bolivie, ils dépassent les 50%. Au Mexique, ils représentent de 12 à 20% de la population, selon les divers recensements. Depuis le milieu du XX^e siècle, on constate la croissance démographique des Indiens. C'est un signe de vitalité. C'est un phénomène nouveau depuis la conquête.

Radio-Libertaire : *Quels ont été leurs comportements pour contrer la conquête ?*

Jean-François Lecaillon : J'ai essayé de dresser une typologie en neuf points qui varient dans le temps et dans l'espace. Au départ, lorsque le Blanc arrive, il fait face à deux attitudes : soit l'hospitalité, qui s'accompagne de curiosité, souvent le Blanc est dans une situation délicate, naufragé, perdu dans un pays qu'il ne connaît pas, est minoritaire et est dans la plupart des cas, bien accueilli ; soit la fuite, la peur face à cet inconnu, un dieu ? Ces deux attitudes ne contiennent pas d'agressivité. Bartolomeo de Las Casas l'a toujours souligné, c'est l'hospitalité qui l'emporte. Après, les attitudes varient en fonction des individus, des cultures dont ils sont issus, et des comportements auxquels ils sont confrontés. Cela peut être aussi la guerre, quand il y a rivalité d'intérêts.

Radio-Libertaire : *Très vite, cependant, les conquistadors ont tenté de prendre l'or des Indiens et de les asservir ?*

Jean-François Lecaillon : Christophe Colomb est arrivé aux Antilles et il est clair que les Indiens caraïbes ont presque tous été exterminés ! Les esclaves africains les ont remplacés comme main-d'œuvre...

Radio-Libertaire : *Les communautés actuelles revendiquent-elles le qualificatif d'« Indien » ?*

Jean-François Lecaillon : L'Indien n'exis-

taut pas avant Christophe Colomb. Ce terme a été utilisé de façon générique pour désigner les populations autochtones. La culture de l'Indien précolombien a été détruite et avec le temps, une néo-culture indienne s'est créée. Les populations indiennes ne sont pas devenues occidentales. Il y a de nombreuses différences. Les peuples indigènes ont repris le terme qui avait été utilisé pour les désigner. Dans les Andes, les Indiens ont un costume qualifié de folklorique. Or, c'est un costume qui a été imposé par Charles Quint pour cacher leur nudité. Aujourd'hui, ces Indiens revendiquent ce costume comme le leur, celui appartenant à leur culture. En fait, ils récupèrent ce qu'on leur a imposé comme moyen d'affirmer leur différence. Désormais, l'Indien existe.

Jean-François Lecaillon : La revendication la plus conflictuelle est celle de la terre comme moyen économique et « sentimental ». Mais ce n'est pas seulement une propriété, tous les Indiens expriment une conception de l'espace, du territoire qui est sacré. La terre n'appartient pas à l'Indien, c'est l'Indien qui appartient à la terre. C'est crucial et c'est ce qui fait l'Indien.

Radio-Libertaire : *La terre appartient aussi à la communauté ?*

Jean-François Lecaillon : Tout à fait, ils revendiquent une souveraineté collective sur la terre qui sera distribuée selon les principes de la communauté.

Radio-Libertaire : *« Indien » reste cependant une insulte dans de nombreux pays américains. C'est le thème central du livre : l'acculturation autogérée ?*

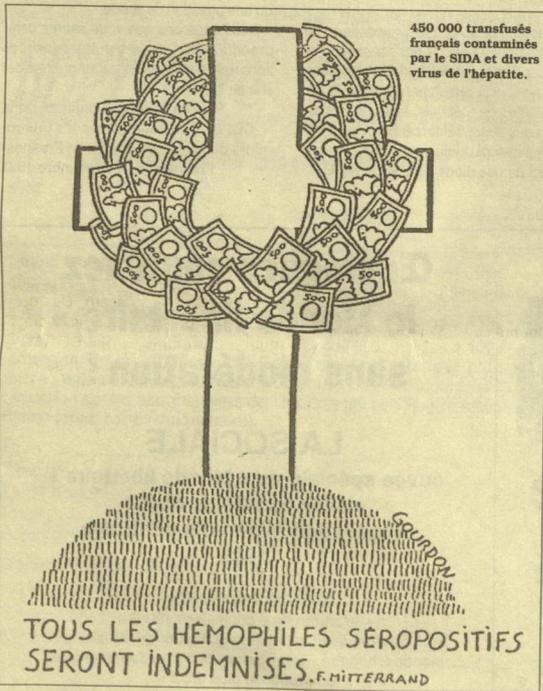
Jean-François Lecaillon : Les Indiens revendiquent le droit à la différence et à l'intégration, mais par eux-mêmes. C'est ce que j'appelle l'« intégration autogérée ».

Radio-Libertaire : *Les Indiens ont une faculté de création surprenante...*

Jean-François Lecaillon : L'Indien actuel a intégré de nombreux apports de la culture au contact de laquelle il a été mis et a su les utiliser. On peut le croiser dans une rue à Paris sans le reconnaître. Ce n'est pas quelqu'un que l'on va mettre dans un parc zoologique ! L'acculturation est un phénomène d'évolution d'une culture. Toutes les cultures évoluent. Une culture qui se fige ou qui se réfugie dans une démarche intégriste, est une culture qui se tue, car elle refuse l'évolution. On dit souvent qu'un Indien qui adopte le cheval ou le fusil s'acculture et est en train de disparaître. Pourtant, quand un Blanc adopte le canoë ou le chocolat, on dit qu'il s'adapte ! Il y a une différence de vocabulaire très pernicieuse et une déformation du mot. L'acculturation est une nécessité et même un bien. Partant d'une situation dramatique de peuples bouleversés par le contact, une culture se reconstruit, c'est la reculturation. Cette culture ne se confond pas avec la culture blanche d'Amérique et la culture métisse, tout en sachant que ces trois cultures sont plurielles.

Retranscription de Fabrice (gr. Ubu de Paris)

Le dessin de la semaine



450 000 transfusés français contaminés par le SIDA et divers virus de l'hépatite.

TOUS LES HÉMOPHILES SÉROPOSITIFS SERONT INDEMNES. F. MITTERRAND

MADAGASCAR

L'île malheureuse (III)

Voici la troisième partie de l'historique consacré à Madagascar. Elle concerne la période 1960-1975, de l'indépendance jusqu'au directoire.

Une quatrième partie - initialement absente au programme - viendra clore cette étude. Elle portera sur la période Ratsiraka (1975-1991) et sur les événements actuels, qui secouent la « grande île ».

Le 26 juin 1960, jour de la proclamation de l'indépendance, Philibert Tsiranana est président depuis quatorze mois, Madagascar étant une république autonome - au sein de la Communauté - après le référendum du 28 septembre 1958. La Constitution du 29 avril 1959 instaurait un régime théoriquement parlementaire, n'excluant pas en pratique un présidentialisme prononcé : ce fut le cas pendant les treize années où Tsiranana était au pouvoir. Les deux chambres du Parlement - Assemblée nationale et Sénat - ne faisaient qu'enregistrer et avaliser les propositions de l'Exécutif ; le chef de l'Etat était aussi chef du gouvernement, et l'opposition parlementaire réduite à un rôle de figuration : elle n'a jamais été représentée par plus de trois députés sur 107, et par aucun sénateur, toutes les élections ayant été truquées, et la liberté de vote étant un rêve, sauf dans les grands centres urbains. Tous les appareils étatiques étaient sous le commandement du parti du Président, le Parti Social-démocrate (PSD). Le pluralisme politique était garanti par la Constitution, mais que pouvaient faire l'AKFM et le MONIMA lorsque les dés du jeu politique étaient pipés dès le départ ?

Au mois de novembre 1958, se réunirent à Tamatave, en congrès national, tous les partis réclamant l'indépendance de Madagascar à l'initiative des anciens membres du MDRM. Ils fusionnèrent en un seul mouvement, le Parti du congrès pour l'indépendance de Madagascar (AKFM), à la tête duquel fut désigné le pasteur Richard Andriamanjato. Contre toute attente, celui-ci le transforma en un parti marxiste, décevant la plupart des anciens congressistes de Tamatave. Paradoxalement, l'AKFM recruta cependant ses membres surtout dans la bour-

geoisie de Tananarive où il était le mieux implanté. Le rôle oppositionnel de M. Andriamanjato fut assez tiède et ambigu pendant les années 60, et c'est pour le dévouer que les manifestants incendièrent l'Hôtel-de-Ville de la capitale, dont il était le maire, lors des chaudes journées de mai 1972. Tout un symbole ! Cet homme pouvait-il être un leader de l'opposition et se compromettre ailleurs, plus précisément avec Moscou ?

L'autre part d'opposition, le Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar (MONIMA) a été fondé en juillet 1958 par un ancien MDRM, Monja Jaona, un homme du Sud. Son opposition à Tsiranana était systématique et dure, et ses discours, à l'encontre du chef de l'Etat, très virulents. Le MONIMA, très influent dans la province de Tuléar a aussi séduit bon nombre d'intellectuels et d'universitaires gauchisants de Tananarive. Le radicalisme et la sincérité de son chef lui ont attiré beaucoup de sympathisants.

Madagascar inféodée à l'ex-mère patrie

La politique économique de la 1ère République se voulait libérale, même si le gouvernement avait créé des établissements à participation publique (sociétés d'économie mixte, fermes d'Etat) et encouragé les coopératives. La France et la CEE, par l'intermédiaire du Fonds d'aide et de coopération (FAC) et du Fonds européen de développement (FED) avaient accordé des aides très importantes. Cependant, l'économie n'arrivait pas à décoller : trop liée à la France, la « grande île » ne faisait qu'importer tous les produits manufacturés de l'ancienne métropole, et se contentait d'exporter tous ses produits

agricoles. Il n'y avait aucun projet d'envergure. L'industrie était très réduite : deux usines de textile, une cimenterie, une savonnerie et quelques entreprises agro-alimentaires. Par contre, les sociétés coloniales créées pendant l'occupation française connaissaient une croissance annuelle parfois à deux chiffres. Elles avaient monopolisé à plus de 60% le commerce d'import-export et leurs concessions agricoles et minières étaient encore plus étendues qu'auparavant. C'était vraiment l'ère du néo-colonialisme. Cependant, il faut reconnaître que le niveau de vie moyen s'est élevé d'une façon notable et que l'on ne connaissait pas la pénurie. Sauf dans le Sud où la sécheresse est endémique et où aucun effort n'a été fourni de la part du gouvernement, vu que c'est le fief de Monja Jaona, les productions agricoles augmentaient dans le reste du pays.

Tsiranana menait une politique extérieure complètement alignée sur celle de la France, ce qui le fit prendre des positions toujours modérées dans les instances internationales (ONU, OUA). Les rapports avec l'Ouest étaient privilégiés. Outre les pays de la CEE, Madagascar avait des liens étroits avec les autres pays du camp occidental (Etats-Unis, Israël, Taïwan) et commerçait même avec l'Afrique du Sud. Malgré les relations diplomatiques avec l'URSS, les accords économiques ou culturels avec ce pays étaient inexistantes.

La vie politique intérieure était peu reluisante. Tout le pays était inféodé au PSD. Les grands du régime multipliaient les détournements de fonds publics. Les abus en tout genre étaient les pratiques quotidiennes du pouvoir en place ; les rares personnes osant les dénoncer se retrouvaient en prison. Les deux partis de l'opposition, l'AKFM et le MNIMA, étaient réduits aux discours, impuissants devant l'écrasante majorité du PSD au Parlement. Vers la fin des années 60, le mécontentement gagnait l'opinion publique devenue hostile au pouvoir.

A partir de 1970, la contestation éclatait au grand jour. Dix ans de République, un livre dans lequel un bilan du régime a été établi a valu l'emprisonnement à son auteur, Olivier Raparison. Un chercheur français de l'ORSTOM, Gérard Roy, fut expulsé et

son collègue malgache, Régis Rakotonirina, mis en prison avec plusieurs de ses amis pour « activités gauchistes ». En avril 1971, une révolte paysanne appuyée par le MONIMA dans le Sud déshérité fut réprimée d'une façon sanglante par la gendarmerie. Monja Jaona y perdit plusieurs membres de sa famille.

L'ère du directoire

La colère gagnait toute l'île, mais pour Tsiranana, le miracle des urnes s'accomplissait de nouveau en janvier 1972 : il fut réélu pour un troisième septennat avec 99% des suffrages. Même les morts ont voté pour lui ! A partir de cette élection, la fin de la 1ère République avançait à pas de géant. Forts du succès d'une grève réussie, déclenchée l'année précédente chez les étudiants et les lycéens, la Fédération des associations d'étudiants de Madagascar (FAEM) et le Syndicat des professeurs de l'enseignement secondaire (SIMPA) provoquèrent en avril une grève générale dans la capitale, les revendications étant la malgachisation de l'enseignement et la réactualisation des accords de coopération franco-malgache. En quelques jours, elle s'étendit à tout le pays. La contestation devenait alors plus politique : les grévistes voulaient un changement de gouvernement. Le 13 mai, la police tira sur la foule devant l'Hôtel-de-Ville, faisant plusieurs morts. Le glas a sonné. Les dirigeants du pays n'osaient pas se manifester, paralysés par la tournure des événements, les grévistes devenant plus audacieux. A partir du 15 mai, il y a eu pratiquement vacance du pouvoir : il était à prendre. Mais le SIMPA, qui était le principal instigateur du mouvement, n'avait pas assumé ses responsabilités : il ne voulait pas, ou avait peur, de prendre le pouvoir, abandonné par un régime dont il avait provoqué la chute, malgré l'insistance de deux ou trois de ses membres. L'irresponsabilité des leaders du mouvement, leur manque de réalisme firent que Tsiranana dut donner les pleins pouvoirs au général Gabriel Ramanantsoa, le 18 mai 1972.

La 1ère République disparut officiellement en octobre 1972 après l'adoption par référendum d'une loi constitutionnelle instaurant un régime provisoire d'une durée maximale de cinq ans. Ramanantsoa pensait que cette durée était nécessaire pour assainir la vie politique et donner un coup de fouet à l'économie. Mais l'apolitisme prôné par le nouveau chef de l'Etat, sa méconnaissance du milieu politique, son aversion pour les intrigues le vouaient à un échec certain. En arrivant au pouvoir, il avait déclaré : « Nous entrons ici les mains propres, et les mains propres nous en sortons ». En coulisse, d'autres se préparaient déjà à prendre la relève et n'en attendaient que l'occasion. Le ministre de l'Intérieur, le colonel Ratsimandrava mit en condition l'opinion par une émission quotidienne à la radio, le « Ala-Olana » (ou « Comment défaire les nœuds »), et par des actions démagogiques en persécutant la bourgeoisie. Le ministre des affaires étrangères, le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, charmait l'opinion par des actes fracassants : révision des accords de coopération avec la France, sortie de la zone franc. Une mutinerie à la caserne du Groupe mobile

de la police (GMP) donna l'occasion espérée aux candidats à la succession. Ramanantsoa subissait de toutes parts de fortes pressions. Ecœuré, il démissionna le 3 février 1975, en remettant les pouvoirs au colonel Ratsimandrava. Celui-ci fut assassiné une semaine seulement après, le 11 février. Un directoire, présidé par le général Andriamahza, s'est formé dans la nuit même pour gouverner le pays. Cette institution a été remplacée au mois de juin suivant par un Conseil suprême de la révolution (CSR), présidé par Didier Ratsiraka.

F. R.

Infos italiennes

Milan, septembre 1991 : le conseil municipal rouge-rose-vert-gris (démocrates de gauche [ex-PCI], socialistes, sociaux-démocrates, Verts et retraités) se brise sur la question du vote des immigrés dans les référendums consultatifs promus par la Mairie (sur la circulation et problèmes similaires). Bien que de toute évidence, il s'agirait d'un droit de vote absolument insignifiant, la droite et le centre s'allient sur les positions des fascistes et de la Ligue du Nord (un mouvement « fédéraliste », localiste, populiste et vaguement raciste, très fort à Milan) ; les socialistes font de même. Le vent en poupe sur cette question, le Ligue du Nord se voit créditer de 20% des intentions de vote dans les sondages à Milan.

Turin, octobre : une tendance du Mouvement social italien (Néo-fasciste) organise des « escadrons tricolores » dans les rues contre la « delinquenza blanche et noire », à côté des flics. Des enquêtes parmi la population (surtout chez les petits commerçants) indiquent que les seuls à douter de la légitimité de l'initiative sont ceux qui prônent une présence plus massive de la police d'Etat.

Italie, octobre : le gouvernement décide de réduire massivement la dépense sociale pour assainir la dette publique. Les syndicats confédéraux se sont mis alors en grève le 22 pour « améliorer » la loi. Quelques syndicats alternatifs se sont mis en grève le 25 octobre sur des mots d'ordre plus radicaux. Ces derniers, déjà présents dans le secteur public (phénomène des COBAS), commencent à l'être aussi dans le privé avec la Fédération des travailleurs-mécaniciens unifiés, forte surtout à Milan.

Bologne, les 14 et 15 décembre : Senza Partia, Umanita Nova (organe de la FA italienne) et d'autres journaux se font les promoteurs d'un séminaire sur : « Localisme, "légisme", populisme, nationalisme et racisme », visant à favoriser une confrontation ponctuelle entre camarades sur l'émergence de ces phénomènes et les formes de lutte que nous pourrions développer. Si vous êtes intéressés, écrivez à Cosimo Scarinzi, via Piazza 15, 10129 Turin.

GRECE

Grandes manœuvres avant la manifestation du 17 Novembre

A la suite de l'arrestation de 33 colleurs d'affiches anarchistes (cf. ML n° 845), une manifestation de solidarité a été appelée en date du samedi 9 novembre. A cette occasion, quelque 500 personnes ont parcouru le centre d'Athènes en collant massivement les affiches incriminées, montrant ainsi la détermination de ne pas se laisser intimider par les menaces des filcaillons.

Lors de cette manifestation, 45 personnes furent arrêtées. Relâchées dans la soirée, elles sont appelées à être jugées dans les jours qui suivent. C'est un total de 128 personnes qui se trouvent en prison, en procès ou en attente de jugement.

Mercredi 13 novembre, prenait fin le procès des 33

colleurs d'affiches anarchistes. Ils ont été condamnés à six mois de prison avec sursis.

Parallèlement, La Gauche unie (coalition de cocos, stals et Euro-cocos), pas trop rassurée par les gros yeux du pouvoir, a préféré dénoncer par avance tout débordement lors de la manifestation commémorative du 17 Novembre (date du début de la chute des colonels), en appelant les organisations participantes à abandonner toutes banderoles et tous slogans, ainsi qu'à éviter la présence d'éléments trop radicaux. La guerre ouverte de l'Etat contre les anarchistes de tous poils semble déjà rassembler des forces coalisées... Est-ce vraiment contre nature ?

Vincent

ANARCHO-SYNDICALISME

Le 39, rue de la Tour-d'Auvergne

« Demeurer vrais » titrait le *Bulletin d'information* n° 24 de la 2^e Union régionale CNT. En deux mots est résumée toute la philosophie anarcho-syndicaliste des locaux parisiens du 39, rue de la Tour-d'Auvergne, siège historique, depuis 1947, de la CNT française.

En ces temps de désagrégation politique et sociale où la pensée anarchiste semble avoir perdu de son acuité ; en ces temps de syndicalisme de services, platement réformiste, où l'anarcho-syndicalisme paraît être un souvenir ancien, la 2^e UR-CNT prétend, contre vents et marées, pérenniser l'œuvre entreprise naguère.

Petite confédération, aux allures d'un groupe de réflexion sur l'anarcho-syndicalisme en devenir, la 2^e UR-CNT, après une période de prétendu sommeil en raison de travaux entrepris, a repris ses activités propagandistes en menant à bien des causeries dominicales (voir ci-contre) et en réouvrant sa petite librairie - la seule librairie spécifiquement anarcho-syndicaliste de l'Hexagone, ou encore l'un des rares locaux cénétistes ayant pignon sur rue de si belle façon. Un local fréquenté au fil des causeries par des militants libertaires de divers horizons, soucieux de renouer avec une structure originale dans le mouvement anarchiste.



Autre atout de cette confédération : son bulletin, lien essentiel avec l'extérieur. Celui-ci, tiré à 300 exemplaires, est expédié en presque totalité au travers de l'Hexagone et à l'étranger. Ainsi se tisse un réseau d'information et de solidarité.

Munie de tous ces atouts, la 2^e UR-CNT ne peut qu'envisager sereinement son renforcement sur des bases syndicalistes-révolutionnaires strictement anarchistes.

Claude Nepper (gr. de la Villette)

Causerie du 24 novembre

La prochaine causerie de la 2^e UR-CNT se déroulera le dimanche 24 novembre à 15 h, et aura pour thèmes : « La crise de reconversion des syndicats actuels » et « L'anarcho-syndicalisme aujourd'hui ». Cette causerie se déroulera au 39, rue de la Tour-d'Auvergne (M^o Le Peletier ou Pigalle), 75009 Paris. 2^e Union régionale CNT, BP 4, 75421 Paris cedex 09. Tél. : (1) 48.78.78.64.

Le social blues

(suite de la « une »)

limites des revendications catégorielles et l'enjeu politique de certaines autres. Cela peut sembler contradictoire d'affirmer cela. Pourtant, quand en même temps des salariés réclament une « santé de qualité » et de « meilleurs salaires », ils avancent sur un terrain forcément déstabilisant pour le pouvoir en place. Ce sont des revendications catégorielles, classiques mais aussi des revendications de type politique : quel est le santé veut-on ? Avec quels personnels ?

Limitées aux salaires et aux conditions de travail passent encore, mais faire de ces revendications un « enjeu de société », c'est pour le gouvernement inacceptable. Cela devient sinon un problème politique. La manifestation du 17 novembre à Paris, où

l'on retrouvait au coude à coude la droite, l'extrême droite et le Parti communiste - ce dernier flanqué de la CGT - l'a bien montré. Les revendications des personnels de santé empruntent très vite le chemin du politique.

Pour que ce chemin ne soit pas celui trop connu de la démagogie ou du stalinisme, il faudra bien que celles et ceux qui depuis des semaines campent ou manifestent devant le ministère de la santé reprennent les choses en main et transforment leurs propres revendications en un projet véritablement alternatif où travailleurs sociaux, ouvriers chez Renault, ou chômeurs pourront se retrouver ensemble pour gagner.

Alain Dervin

(gr. Pierre-Besnard de Paris)

Pensez à utiliser le 3615 RLIBERTAIRE pour connaître les programmes de Radio-Libertaire (89.4) et le sommaire du « Monde libertaire ».

RENDEZ-VOUS D'ASSOCIATION

LIBRAIRIE LA GRYFFE

La librairie anarchiste La Gryffe organise le samedi 23 novembre à 15 h un débat sur la montée des nationalismes en Europe de l'Est. Animeront le débat, Nicolas Trifon (Roumain) et Daniel Mialovic (Yougoslave), membres de l'équipe rédactionnelle d'*Izlok*, revue libertaire sur les pays de l'Est.

Librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryffe (M^o Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

Fête de soutien au « Monde libertaire » au local du groupe Puig-Antich de Perpignan



Une vue de la salle pendant le repas.

Les murs de notre local se souviendront longtemps de la journée du 2 novembre 1991, organisée en soutien au *Monde libertaire*.

D'une part, ils étaient garnis d'exemplaires anciens de la vedette de la fête (*le Monde libertaire*), et d'autre part, la fraternité et la convivialité étaient bien au rendez-vous.

Le journée a débuté par le repas de midi : ce sont quarante personnes - toutes sympathisantes aux idées libertaires - qui ont pu apprécier à sa juste valeur le savoir-faire culinaire d'Elie, Estève, Anne-Marie et Thierry. Tout le groupe s'est mobilisé pour que la fête soit réussie, et elle le fut.

Après le repas, un excellent spectacle de café-théâtre nous a été offert par Michel Gaich (que nous remercions, ainsi que ses techniciens Maryse et Benoît). Ce dernier a fait défiler devant nos yeux enchantés tour à tour des personnages tous plus succulents les uns que les autres : le papet qui nous raconte, le rocker de la boîte de nuit, l'idiot du village pas si idiot que ça, le chien anti-fasciste et bien d'autres encore pour une heure et demi qui a paru bien trop courte.

Il nous a ravi l'âme avec des histoires de tous les jours, l'histoire d'un village où il se passe finalement autant de choses que dans la ville la plus animée.

Puis, la lumière revenue, l'ambiance « café » s'est installée avec, d'une part, des coins discussion, et d'autre part, un coin projection pour les courts métrages de Charlot. Tous les Charlot en cassette, il faudra d'autres journées comme celle-là pour tout visionner !

Le second repas a été tout autant apprécié que le premier. De la cuisine-maison, mieux qu'au resto !

Les couche-tard ont pu s'offrir, grâce toujours à la vidéo, une partie de rire (encore !) devant une sélection de sketches.

Une journée bien remplie, des participants satisfaits, une « récolte » de 2200 F qui partira directement dans les caisses du *Monde libertaire*. Merci encore à tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette fête.

Groupe Puig-Antich, librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan

BILLET D'HUMEUR

L'insoutenable opacité de l'Etat

La découverte du fichier juif au secrétariat d'Etat des Anciens combattants, après recherches et dénégations depuis des années, achève de donner la nausée face au silence, au cynisme de l'Etat, c'est-à-dire de ceux qui en ont charge. Qu'il ait été celui, ce fichier, depuis près de cinquante ans par l'administration, est déjà inouï, mais que le « socialisme » au pouvoir depuis dix ans ait lui-même prolongé le mensonge organisé, même bien tout droit à l'écoeurement et à l'inquiétude.

Et la limite est atteinte par les propos de M. Mexandeau comme nous les a donnés à entendre la télévision, le mardi 12 novembre, après la découverte : « C'était un secret de Polichinelle qu'il était là, chez nous, ce fichier qui n'existe pas ; maintenant, oui, nous l'affirmons qu'il était bien là ! ». On croit rêver. Obscènes, cette piterie, ce déni de justice et de morale. M. Mexandeau va-t-il démissionner ?

Et cela ne peut pas ne pas rappeler deux attitudes du même ordre : il y a peu, M. Marchand, ministre de l'Intérieur, déclarant au sujet de l'inspecteur Gaudino, parce qu'il publie la vérité : « Je radie cet inspecteur, car son geste menace la démocratie » (sic) ; et plus récemment encore, s'agissant des rapports secrets sur les contaminations par la transfusion sanguine, de M. Bianco, ministre de tutelle : « Il ne fallait pas informer (inquiéter) la population ! » (sic). Ce sont trois exemples, et il y en a d'autres.

Que reste-t-il, ainsi, du projet, de l'idéal socialiste de l'origine, qui était aussi, d'abord, on nous le chantait, celui de la transparence et du respect ? Après dix ans, le « socialisme » au pouvoir use de l'Etat, du silence de l'Etat, de son opacité inacceptable, avec le même cynisme que ceux qui en avaient abusé avant lui, mais qu'il était censé faire oublier. Est-ce cela la « génération morale » ? (Mais quelle prétention menaçante, déjà, dans cette auto-proclamation...)

Les déclarations de trois ministres ont toutes, sous l'apparence d'un humanisme tranquille, un vertigineux point commun : un très profond mépris pour l'opinion publique de leur propre pays, un mépris pour la citoyenneté des autres. « Il n'y a rien à savoir, circulez ! »

Comme le sang contaminé par on ne sait quelles incuries au plus haut niveau, comme les juifs fichés et arrêtés, jusqu'à Drancy, puis au-delà dans un très lointain pays, comme le mensonge de l'Etat... pour tout, il n'y a jamais rien à savoir.

Patrick Combes

Ciné sélection

Le feu de la survie

Hidden Agenda, chroniqué dans ce journal il y a quelques semaines nous parlait de l'Irlande et des limites de la « démocratie » britannique, aujourd'hui, Kenneth Loach nous livre, pour mémoire et réflexion, *Riff-Raff* (« voyou », « bon-à-rien »). Par là même, il devient un peu le héros de notre rubrique « ciné sélection ». Explication... Tout d'abord parce que nous aimons beaucoup le cinéma de cet auteur ; rappelez-vous *Kes* (1969), *Family Life* (1972), et *Cooks and Smiles* (1981), mais aussi parce qu'il nous offre des films proches de nos préoccupations... Enfin presque.

A l'heure où le capitalisme, idéologie à part entière, domine la planète, les nombreux thèmes abordés dans son dernier long métrage sont aussi les nôtres ; seule la localisation géographique diffère ! Face au travail précaire, au chômage, aux problèmes de logement, au racisme, aux drogues dures, aux politiques social-démocrates ou ultra-libérales (rayez les mentions inutiles), à l'immobilisme bureaucratique des syndicats... ne sommes-nous pas tous dans une même problématique ? Selon les sensibilités, les réponses varient, bien sûr...

Riff-Raff foisonne de sujets brûlants qui font notre quotidien. Filmer le monde ouvrier, qu'on dit délinquant, n'est pas chose facile : la langue de bois existe aussi en « version originale sous-titrée » mais cet auteur anglais nous prouve le contraire au fil des films.

Avec un scénario d'une subtilité de tons incroyables et écrit par Bill Jess, cet ancien ouvrier auquel le film est dédié, Kenneth Loach nous narre une histoire simple où, chose impossible et impensable aujourd'hui en France, les héros sont des ouvriers au chômage, des exclus, des jeunes marginaux. Par souci de vérité rien n'est passé sous silence et l'état des lieux n'en devient que plus dramatique. Mais l'amour et la tendresse du réalisateur pour ses personnages abolissent le risque de misérabilisme. A la manière de Jean Renoir au milieu des années 30. Tous les personnages de *Riff-Raff* ont cette chaleur, cette spontanéité : l'impasse

ultra-conservatrice entraîne Stevie vers la précarité via la prison, Susan vers son rêve éveillé d'une carrière de chanteuse via l'héroïne, un autre vers une Afrique mythifiée via une chute mortelle.

Avec une caméra 16 mm, qui permet souplesse, légèreté et profondeur de champ, le réalisateur distille avec un savant dosage beaucoup d'émotion mais surtout énormément d'humour ; cet humour de défense qui aide à la survie.

A la lumière de ces plans, l'état du monde ouvrier anglais, par extension le nôtre aussi, est terrifiant, mais Kenneth Loach souligne l'existence de ce qui fait notre force : l'entraide, la dignité, l'amitié mais aussi une profonde révolte.

Fidèle à son réalisme, l'auteur y allie beaucoup de spontanéité à la fois dans le jeu excellent des acteurs - tous d'anciens prolétaires - mais aussi dans sa manière de filmer avec beaucoup de caméras à l'épaule et dans son montage très soutenu. Dès lors, le film acquiert une grande véracité : la fiction devient documentaire.

Ainsi, cette histoire prend une grande dimension de réalité que nous aimerions retrouver dans le cinéma français. Hélas, l'autocensure social-démocrate, l'origine sociale du milieu cinématographique empêche tout un pan de la société d'exister sur nos écrans. Rares sont les exceptions, Medhi Charef et son *Thé au harem*, peut-être. Alors que beaucoup de sujets brûlants sont louangés dans la presse spécialisée, quand ils viennent d'ailleurs.

En France, un dédain quasi universitaire et mondain dicte les scénarios à traiter ou à ne pas traiter. En cela *Riff-Raff*, co-produit par Channel-Four - chaîne anglaise de TV -, doit être un exemple pour les réalisateurs hexagonaux.

Dure, tendre, réaliste à la fois, cet événement cinématographique contient dans ses dernières images où le feu détruit l'objet de l'exploitation outrancière et commune à tous, le danger que court cette civilisation marchande et spéculatrice. Le feu de la révolte...

Salim de « Fondu au Noir »

Les choix du hallebardier

Contrairement à ce qui a été dit dans le chapô de la semaine passée, notre but n'est pas de pondre une critique du spectacle, elle est faite au cours de l'émission « Tiens, voilà le hallebardier », tous les jeudis de 12h à 14h, sur Radio-Libertaire, mais de vous indiquer une sélection de plusieurs pièces qui nous ont parues dignes d'intérêt tant sur le plan culturel que financier : c'est à dire « tu peux claquer 100 balles, c'est un investissement sur le plaisir ». Avec l'audace de penser que vous nous ferez confiance. De toute façon, essayez au moins une fois.

Beaucoup de théâtres font des réductions pour les porteurs de la carte d'auditeur. Ne pas hésiter à demander cette réduction à la caisse ! Merci.

Pour les copains de la province, au premier abord, on peut penser que nous faisons, une nouvelle fois, dans le parisianisme avec cette sélection de spectacles... (Ndlr : les hallebardiers de province sont les bienvenus dans nos colonnes !)

Polinka (Tchécoslovaquie, mais en français) au théâtre du Ranelagh, rue du Cygne 75016 Paris (M° Ranelagh, RER Bougainvillier). Du mardi au samedi, à 20 h. Dimanche : 17 h.

Caligula, d'Albert Camus, au théâtre 14 - Jean-Marie-Serreau, 20, avenue Marc-Saugnier 75014 Paris (M° Porte-de-Vanves). Mise en scène de Jacques Rosny, avec Emmanuel Dechartres et Philippe Bouclet. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Dimanche : 17 h. Jusqu'au 11 décembre.

Les Troyennes, d'Euripide, adaptation de Jean-Paul Sartre, par la compagnie Christine Farré (metteur en scène), au centre culturel de la Clef, 21, rue de la Clef 75005 Paris (M° Censier-Daubenton). Du mardi au samedi, à 21 h. Jusqu'au 29 décembre.

Les chants de Maldoror, de Lautréamont, au théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès 75019 Paris (M° Porte-de-Pantin). Avec Féodor Atkine, Gitta Barthel, Alex Descas. Mise en scène de Hans Peter Cloos.

Candide, de Voltaire. Mise en scène de Jean-Louis Crinon, au théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix 75003 Paris (M° Châtelet-Halles-Rambuteau).



« Un Autre futur » (Espagne libertaire 1936-1939)

Ce film de Richard Prost sera projeté le mercredi 28 novembre à 20 h, au Diagonal Paillard, à Montpellier.

Un débat avec le réalisateur sera organisé à l'issue de la projection.

Soirée proposée par le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Marseille.

Film à l'origine duquel est la CNT espagnole

(CNT [union locale], Maison du Tiers monde, bd Louis-Blanc, 34000 Montpellier).

NOUVEAUTE

Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale

René Berthier,

éditions du Monde Libertaire.

Prix : 100 F (chèques à l'ordre de Publico).

Font et Val au TLP-Dejazet

Du 20 novembre au 15 décembre, du mardi au samedi à 20 h 30

et le dimanche 15 décembre à 15 h 30,

Patrick Font et Philippe Val vous accueillent à

Connard land

à l'occasion

de leur nouveau spectacle au TLP-Dejazet

41, bd du Temple (M° République), 75003 Paris.

Prix des places : 135 F
Réservations au 42.74.20.50
Collectivités : 110 F
Réservations collectivités, contactez Anne Dunoyer au 48.87.97.34

INITIATIVE

De la chanson dans l'air

Premier anniversaire de la revue de la chanson française, *Je Chante !*, « Discographies » au théâtre Clavel samedi 23 novembre à 20 h.

Cora Vaucaire, Francesca Solleville, Catherine Le Forestier, Henri Gougaud, Marie-Josée Vilar, Louis Arti, Martine Sarri, la compagnie Nag'airs...

En choisissant de s'installer au théâtre Clavel, l'association « Mots et Musiques » nous offre un coup de projecteur sur les allées mal éclairées de la chanson française. Présentation de ce nouveau lieu.

Sara Alexander, Claire, Louis Capart, Machon, la scène du petit théâtre Clavel a déjà accueilli quelques kilos de mots et de musiques. Depuis septembre, l'association « Mots et Musiques » s'est installée à Paris, dans cette salle de spectacle située rue Clavel dans le 19^e. Un théâtre de 120 places avec une sono et un éclairage de qualité, l'indispensable donc pour écouter de la bonne chanson. « Mots et Musiques », qui veut défendre et promouvoir la chanson d'expression française, a loué ce théâtre jusqu'en juin 1992 et se propose d'organiser entre deux et quatre spectacles par mois. Beaucoup de noms connus, des copains, feront le détour par le théâtre Clavel. Serge Utge-Royo, Catherine Le Forestier, Gilles Servat, Zaniboni, Christian Paccoud, Gilles Elbaz, Michèle Bernard, Anne Vanderlove, Alain Aurenche et quelques autres. Des chanteurs que l'on n'entend pas dans les endroits à la mode, mais dans les quelques lieux où les mots ont encore de l'importance. Ce qui devient plutôt rare en ces temps de médiocrité.

L'action menée par nos amis de « Mots et Musiques » n'est donc pas du luxe. Le

théâtre Clavel va devenir un lieu de rencontre et probablement aussi un lieu de découvertes. L'association, créée par une dizaine de personnes, a décidé également de produire des disques. Premier de la série, *Temps calme*, le nouvel album de Marie-Josée Vilar (cf. le *Monde libertaire* n° 839) qui a été présenté au public le 7 octobre au TLP-Dejazet.

« Mots et Musiques » fait également office de secrétariat de quelques artistes (Chantal Grimm, Claire, Fabienne Elkoubi, Marc Robine, Machon, Sara Alexander, Serge Utge-Royo et Marie-Josée Vilar). « Mots et Musiques » travaille aussi en collaboration avec le TLP-Dejazet sur l'organisation de certains spectacles, celui de Vilar tout récemment, Marc Robine, et dans les projets, Serge Utge-Royo au printemps avec Radio-Libertaire. La radio, d'ailleurs, est partenaire de « Mots et Musiques » sur l'ensemble de la saison au théâtre Clavel.

Autant dire que cette nouvelle initiative veut faire bouger des choses. Elle veut faire vivre les mots et la musique. Elle va faire chanter la chanson.

Pascal Didier

N. B. : « Mots et Musiques », 156, chemin du Marais-du-Souci 93270 Sevran. Tel : (1) 43.84.70.04.

Théâtre Clavel, 3, rue Clavel (M° Pyrénées), 75019 Paris. Tel : (1) 42.38.22.58.

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman et la librairie L'En-dehors organisent une rencontre-débat avec Yves Peyraut autour de son livre *Radio-Libertaire, la voix sans maître*. Cette rencontre a lieu le samedi 23 novembre à 21 h, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

DIEPPE

Le groupe de Dieppe organise une réunion publique sur le thème : « Contraception et avortement libres et gratuits, on vous l'a déjà dit : on veut choisir ! » avec Hélène Hernandez de la fédération CRC-Santé-Sociaux. Cette réunion se tiendra le samedi 23 novembre à 14 h 30, à la petite salle de réunion de la mairie de Dieppe, parc Jehan-Ango.

Vous pouvez rencontrer le groupe tous les samedis à 11 h au marché de Dieppe, au niveau de la place Nationale, lors de la vente du Monde Libertaire.

CHELLES

Dans le cadre de ses activités mensuelles, le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise le samedi 30 novembre, à 20 h 30, une réunion-débat sur le thème : « Le fédéralisme libertaire ». Avec la participation de A. Marcelliant. En cette occasion, nous invitons tous les sympathisants libertaires de l'Est parisien à se joindre à nous.

LA GRAND COMBE

Une liaison vient de se créer à La Grand Combe, arrondissement d'Alès (Gard). Les personnes désireuses de la contacter peuvent le faire par l'intermédiaire des Relations Intérieures (145, rue Amélot, 75011 Paris), qui transmettront.

NANTES

Retrouvez, à propos du « dossier paysan », les groupes Milly-Witkop de la FA et OCL-Nantes sur les ondes de Radio-Alternantes (97.5 FM), le mardi 26 novembre, de 19 h 40 à 20 h 30.

TOULON

Le groupe Région-toulonnaise assure une vente du Monde Libertaire chaque vendredi de 17 h à 18 h 45 dans la rue d'Alger (place Camille-Ledeau), à Toulon. Le groupe tient, par ailleurs, une permanence le samedi de 15 h à 18 h 30 au cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello (derrière la gare), à Toulon. Pour le contacter, écrivez au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer.

PARUTIONS

PRESSE (NOUVEAUTE)

L'Union régionale Méditerranéenne est heureuse de vous annoncer la sortie du n° 1 de *Noir* (journal devant sortir tous les deux mois). Ce premier numéro est disponible auprès des groupes FA de Nice, Toulon et Marseille, au prix de 4 F (+ frais de port). L'abonnement est de 50 F par an. Points de vente de *Noir* : - groupe Ascaso-Durruti : 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (permanence le samedi de 15 h à 18 h) ; - CECL : BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex ;

- groupe Région-toulonnaise (permanence du samedi après-midi) cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon. - ADCL, 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice (permanences le mercredi et le samedi de 15 h à 18 h).

PRESSE

Le n° 83 (novembre) de *Contre Vents et Marées* est paru. Vous pouvez vous le procurer pour 5 F (50 F l'abonnement) en écrivant à l'association « Contre-Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

TEE-SHIRTS

Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille édite trois tee-shirts : « Vive l'anarchie » de Reiser, « Femmes Libres » et « Le punk ». Ces tee-shirts sont disponibles au prix de 50 F (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de Jean-Pierre Louy, et à envoyer au groupe Ascaso-Durruti, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille.

UNDERGROUND

Les Scraps

Les Scraps est un groupe musical et militant lillois, version positive du mouvement hardcore. Sa musique est un cri, ses concerts autant d'actions engagées en faveur des idées anarchistes. Les « musicos » des Scraps révent de balayer le vieux monde autoritaire et la vermine fasciste... Révons avec eux, en les écoutant se raconter.

Le Monde libertaire : Historique, création du groupe, production de disques, concerts... Où vous produisez-vous ?

Les Scraps : Le groupe a débuté en 1983 pour canaliser notre énergie d'une façon plus positive et moins nihiliste que celle qu'on ressentait à l'écoute des premiers groupes punks. En fait, notre influence principale, notre vraie référence est un groupe comme Crass pour leur démarche révolutionnaire, leur rejet total du circuit commercial, des normes du Music business... Nos deux premiers 45 T, *Apartheid* et *Argh* s'inspiraient beaucoup de l'esprit de la mouvance anarcho-punk : auto-production, prise en charge totale de la distribution, de l'organisation des concerts, des tournées, profit le plus réduit possible sur la vente des disques... Notre premier album, *Wrapped up in this society*, sort sur le label Be Yourself Record, qu'on a créé avec des acolytes belges, et dont le deuxième projet sera un 45 T de soutien au WNC, un squat de Groningen aux Pays-Bas, fermé par les flics. Be Yourself Record est un label qui fonctionne uniquement avec des distributeurs, des associations, des librairies, des groupes bénévoles et de « non profits », répartis sur toute la planète ; ça nous permet d'être distribués partout en Europe, et aussi au Brésil, Pérou, Australie, Philippines, Malaisie, Japon... Le disque va probablement être pressé également aux Etats-Unis par un collectif anarchiste, Profane Existence, qui édite un journal et s'occupe d'un réseau de distribution indépendant.

L'auto-production est vraiment le moyen d'expression le plus en rapport avec nos idées et nos engagements politiques, une façon de rester sincères vis-à-vis de tous ceux qui nous soutiennent, garder un contrôle total sur nos activités sans qu'un businessmen endimanché nous demande de changer telle ou telle ligne du texte, d'adopter telle ou telle attitude en fonction des fluctuations du marché... Les gros labels capitalistes, les grosses boîtes commerciales sont pour nous l'antithèse de la rébellion, des machines lourdingues qui vendent de la musique comme de la

poudre à récurer, tuent la sincérité des groupes et en font des produits aseptisés, manipulables à volonté, accrochés aux ventes et à leur image comme s'il s'agissait de leur oxygène.

Le groupe a fait à peu près 200 concerts dans toute l'Europe, la plupart dans les squatts et lieux alternatifs d'Europe du Nord, trois tournées en Scandinavie (1986), Grande-Bretagne (1988) et Europe (1989). Ce qui nous a le plus marqué dans toutes ces rencontres, tous ces endroits, c'est cette intensité, cette sincérité, cette motivation qu'on a rencontré dans les endroits où nous avons joué, les relations très fortes avec le public, cette rage qu'on ressent en permanence, l'intensité de la révolte, l'amitié et la solidarité qui se créent, cette communion dans la lutte contre le pouvoir, c'est ça qui nous donne la confiance et l'énergie pour aller plus loin encore. Le jour où nous n'aurons plus ce feeling avec les gens, nous arrêtons tout de suite.

Un groupe végétarien et anti-vivisection

ML : Quelles activités militantes menez-vous ? Et comment les conciliez-vous avec la musique ?

Les Scraps : Nous nous considérons plus comme des militants que comme des musiciens. La musique est un catalyseur d'énergie, un formidable vecteur pour approcher les gens, s'exprimer, participer à la circulation des idées anarchistes, essayer de les mettre en pratique et de les vivre : squatts, vie en collectivité, réseau autonome de distribution, radios, fanzines, labels, concerts, pratiques anti-autoritaires, échanges basés sur la solidarité et pas sur le profit, communication alternative concrète et viable au circuit commercial, comme moteur et orientation de la « scène » et du mouvement dont on fait partie. Parallèlement à tout ça, nous participons activement à la lutte anticapitaliste, antiraciste et antifasciste. Nous soutenons sans réserve les actions des SCALP et autres collectifs comme

Réflexes, la Fédération anarchiste, le groupe Humeurs Noires de Lille... Nous nous sentons également solidaires de groupes comme Patxa en Iparralde (nord du Pays basque).

Cette lutte, cette présence sur le terrain, dans les quartiers, dans les lieux de vie nous paraît, en effet, indispensable et correspond tout à fait à l'idée que nous nous faisons du militantisme... C'est aussi un axe d'intervention, d'information, d'agitation que nous privilégions. Ça nous permet également d'être en contact avec des militants, des antifascistes, des squatteurs en Angleterre, en Hollande et surtout en Allemagne (Berlin, Hambourg...) où nous avons participé à des échanges, des rencontres, des semaines d'actions antifascistes avec le SCALP de Lille notamment.

Un autre aspect, très important, de notre engagement est celui en faveur du droit des animaux, torturés et massacrés dans les laboratoires, exploités dans les fermes d'élevage. Nous nous battons pour une société égalitaire qui n'exclue pas de fait les autres êtres vivants sur cette planète. La lutte pour le respect des animaux est une lutte contre l'exploitation, la domination, la cruauté et l'égoïsme.

Tous les gens du groupe et la majorité de ceux qui nous soutiennent sont végétariens ou végétaliens pour des raisons éthiques, politiques, économiques et de santé. La consommation de nourriture uniquement végétale procure le maximum d'espace à la faune, à la flore naturelle et aux humains. La production de viande et dérivés est la cause de déboisements massifs, entre autres en Amérique centrale. Chaque année, 20 000 km² de forêts tropicales sont abattus pour faire de l'espace à la production de viande, de lait... ou de fourrage, qui exige une très grande surface. L'abattage de ces forêts serait complètement inutile si, en entre autres, on ne gaspillait pas tant de nourriture avec la production de viande, de lait. (...)

ML : Qu'est-ce qui vous révolte le plus ?

Les Scraps : Il y a tant de choses qui nous révoltent, mais ce qui nous fait le plus gerber actuellement, c'est la France des vigiles et des flics « baveurs », des clones SS au crâne rasé et des nerfs des groupuscules d'extrême droite, la chasse aux jeunes immigrés et les cartons des beaux dans les cités. Ce qui nous révolte, c'est la France qui pue l'antisémitisme et la xénophobie, les consensus puants où l'on désigne l'ennemi sous forme de type basané, « responsable » de tous les problèmes de ce putain de pays. (...)

La révolte au cœur avec les fascistes en ligne de mire

ML : Qu'est-ce qui bouge sur Lille ?

Les Scraps : Des groupes comme Slaves Attack, Perfect Kids, FP 4, Tiroir Caisse..., des collectifs comme le SCALP, le CRAFAR, le Comité Euskadi, le groupe Humeurs Noires, le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux... Tout ce beau monde se retrouve à l'écoute des programmes de Radio-Campus, qui distille gracieusement des émissions comme « Raw Power », « Ecrasons la vermine » (animées par des membres de Scraps et Kaliméro distribution, entre autres), « Sur moi cruel », « La Voix sans maître », « Humeurs Noires »... sur une station de radio libre, associative et non publicitaire.

La faune lilloise se rend également dans un autre lieu de l'underground, Rockmitaine, le sanctuaire de la musique alternative hardcore, punk, rock... aussi célèbre pour ses prix sacrifiés que pour la gentillesse et la sympathie du maître des lieux.

ML : Faites-vous partie du Yes future ?

Les Scraps : On fait partie de la mouvance positive du mouvement hardcore. On se bat pour construire une société égalitaire et fédérative. On multiplie les concerts, les rencontres, les expériences pour tenter de faire partager nos idées et nos objectifs à un grand nombre de personnes. On participe à l'éclosion de réseaux, de structures, de lieux autogérés et constructifs, à la création d'une alternative politique, culturelle et sociale vivante, concrète et viable. Alors, on fait partie effectivement de ceux qui pensent que l'avenir est entre nos mains, et que cet avenir appartient à ceux qui refusent de le laisser entre les pattes velues des politiciens, des banquiers et des businessmen. Yo, Makhno !

ML : Parlez-nous de votre dernier disque ?

Les Scraps : Notre dernier disque, *Wrapped up in this society*, est le travail collectif d'une dizaine de personnes comme les gens de Nabate (désormais Uppercut), Kaliméro distribution, Be Yourself Record... Deux femmes, Diane et Kelly, ont également participé à la rédaction des textes, et c'était une manière pour nous d'avoir une autre perspective, un autre point de vue sur des problèmes comme le sexisme, le militarisme, la violence... Ça nous a également permis de débattre de certains problèmes à l'intérieur du groupe (égoïsme, compétition, machisme...), de réfléchir et comprendre plus de choses, de nous remettre en question, de nous ouvrir les yeux et nous faire évoluer.

La musique, elle, est toujours radicale et sans concession, un grand coup de pied urgent et sans prétention dans les fesses ramollies de tous les Drucker de la planète et des brontosaures adipeux de la pop music. (...)

Interview du « Monde libertaire »

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Le social blues, « Vos prisons sont des brasiers de haine », Edito.
- PAGE 2 : Ici et maintenant : du projet au programme... Pour une économie auto-centrée (suite et fin du n° 845).
- PAGE 3 : « Vos prisons sont des brasiers de haine » (suite de la « une »), Associations.
- PAGE 4 : L'Indien en question, Le dessin de la semaine.
- PAGE 5 : Madagascar : l'île malheureuse (III), Grandes manœuvres avant la manifestation du 17 Novembre en Grèce, Infos italiennes.
- PAGE 6 : Le 39, rue de la Tour-Auvergne, Le social blues (suite de la « une », La fête de soutien au « Monde libertaire » à Perpignan, L'insoutenable opacité de l'Etat.
- PAGE 7 : Ciné spécial : le feu de la survie, Les Choix du hallebardier, De la chanson dans l'air.
- PAGE 8 : Les Scraps... un groupe hardcore lillois engagé, Infos FA.

DISCOGRAPHIE

- 45 T *Apartheid* (6 titres auto-produits) ;
- 45 T *Argh* (idem) ;
- *Split*, 45 T Scraps/Don Don MCR Records Japon ;
- L. P., *Wrapped up in this society* (18 titres), Be Yourself Records ;
- deux titres sur la compilation *Rapsodie de Jungle Hop International* ;
- deux titres sur la compilation *This is the Life* de MCR Records ;
- un titre sur la compilation 1984 *The Third* de New Wave Records ;
- un titre sur la compilation compact disc *C.D.* aux USA ;
- un titre sur la compilation *Thoughts about a depressing world*, Last Scum prod. (RFA) ;
- un titre sur la compilation *Consumer* de Full Circle (GB).

Pour joindre Les Scraps, écrivez à Kaliméro, BP 21, 5900 7 Lille cedex.